

25 septembre 2025



Perspectives économiques et financières

Septembre 2025



BUREAU DU DIRECTEUR PARLEMENTAIRE DU BUDGET
OFFICE OF THE PARLIAMENTARY BUDGET OFFICER

Le directeur parlementaire du budget (DPB) appuie le Parlement en fournissant des analyses économiques et financières dans le but d'améliorer la qualité des débats parlementaires et de promouvoir une plus grande transparence et responsabilité en matière budgétaire.

Ce rapport fournit une projection de référence pour aider les parlementaires à évaluer les résultats économiques et budgétaires possibles dans le cadre des politiques actuelles.

Analystes principaux :

Rolande Kpekou Tossou, analyste principale
Caroline Nicol, conseillère-analyste
Tim Scholz, conseiller-analyste
Jason Stanton, conseiller-analyste

Contributeurs :

Mark Creighton, analyste principal
Matt Dong, analyste
Marianne Laurin, analyste principale
Matthew McGoey, analyste
Ulysse Robert-Lacroix, analyste
Zachary Vrhovsek, analyste

Préparé sous la supervision de :

Kristina Grinshpoon, directrice
Diarra Sourang, directrice

Nathalie Desmarais, Carol Faucher, Marie-Eve Hamel Laberge, Martine Perreault et Rémy Vanherweghem ont contribué à la préparation du rapport pour publication.

Pour obtenir de plus amples renseignements, [veuillez contacter le Bureau du directeur parlementaire du budget](#).

Jason Jacques
Directeur parlementaire du budget par intérim

Table des matières

Faits saillants.....	1
Résumé	2
Perspectives économiques	2
Perspectives financières.....	4
Risques et incertitude	7
Annexe A : Perspectives économiques détaillées.....	9
Annexe B : Composition du PIB nominal.....	11
Annexe C : Perspectives de revenus détaillées	12
Annexe D : Perspectives détaillées des dépenses	14
Annexe E : Compte des opérations de l'assurance-emploi.....	16
Annexe F : Charges de programmes directes.....	17
Annexe G : Perspectives de la dette fédérale.....	18
Annexe H : Comparaison avec les perspectives de mars 2025.....	19
Annexe I : Comparaison avec l'Énoncé économique de l'automne de 2024.....	21
Notes	23

Faits saillants

Le DPB a revu à la baisse ses perspectives économiques. Compte tenu de l'incertitude croissante entourant les échanges commerciaux et de l'application des droits de douane, la croissance du PIB réel devrait s'établir en moyenne à 1,2 % par an en 2025 et en 2026. Même si la croissance économique devrait rebondir pour s'établir à 1,8 % en 2027, la détérioration structurelle des conditions commerciales devrait faire baisser le niveau du PIB réel de 0,5 % d'ici 2030.

Le PIB nominal, la mesure la plus élargie de l'assiette fiscale de l'État, devrait être inférieur de 12,9 milliards de dollars par an, en moyenne, sur la période 2025-2029, principalement en raison de l'effet durable des droits de douane et des conditions commerciales moins favorables avec les États-Unis.

Les perspectives financières du statu quo du DPB incluent les nouvelles mesures annoncées depuis l'Énoncé économique de l'automne de 2024, qui s'élèvent à 115,1 milliards de dollars en nouvelles dépenses (nettes) sur la période s'échelonnant de 2024-2025 à 2029-2030.

Le DPB prévoit une forte augmentation du déficit budgétaire, qui passerait de 51,7 milliards de dollars (1,7 % du PIB) en 2024-2025 à 68,5 milliards de dollars (2,2 % du PIB) en 2025-2026, en raison d'une croissance économique plus faible et de mesures supplémentaires affectant à la fois les recettes et les dépenses.

En supposant qu'aucune nouvelle mesure ne soit introduite et que les mesures temporaires existantes prennent fin comme prévu, le déficit budgétaire devrait descendre légèrement, mais restant proche de 60 milliards de dollars à moyen terme, la croissance des recettes ne dépassant que légèrement celle des dépenses.

En raison de déficits budgétaires persistants de plus de 1 % du PIB, le ratio de la dette fédérale au PIB, estimé à 41,7 % en 2024-2025, devrait s'établir à plus de 43 % à moyen terme. Par rapport à nos perspectives de mars, le ratio de la dette fédérale au PIB est supérieur de 4,5 points de pourcentage en 2029-2030 et ne devrait plus être sur une trajectoire descendante à moyen terme.

Résumé

Le présent rapport fournit une projection de référence pour aider les parlementaires à évaluer les résultats économiques et budgétaires possibles dans le cadre des politiques actuelles. Nos perspectives intègrent les données économiques allant jusqu'au 11 septembre 2025 et comprennent les nouvelles mesures annoncées par le gouvernement depuis l'Énoncé économique de l'automne de 2024, soit les mesures annoncées jusqu'au 11 août 2025 inclusivement ainsi que l'[annonce faite par le gouvernement le 5 septembre dernier](#).

Ces perspectives ne tiennent pas compte des mesures supplémentaires visant à respecter l'engagement pris par l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) d'investir 5 % du produit intérieur brut (PIB) annuel d'ici 2035 dans la défense¹.

De plus, ces perspectives ne tiennent pas compte de l'examen exhaustif des dépenses du gouvernement² ni des engagements non annoncés du [programme du Parti libéral du Canada](#).

Notre projection de base suppose que les droits de douane et les contre-mesures en vigueur le 5 septembre resteront en place tout au long de l'exercice financier 2025-2026. En outre, nous supposons que les droits de douane canadiens sur les marchandises en provenance des États-Unis seront progressivement supprimés, l'élimination complète étant réalisée d'ici le 31 décembre 2026³.

On trouvera ci-dessous un aperçu condensé des Perspectives économiques et financières (PEF) du DPB. Les détails des prévisions sont fournis aux annexes A à I.

Perspectives économiques

L'économie canadienne a enregistré des gains plus importants que prévu au premier trimestre de 2025, une partie de l'activité commerciale ayant été avancée en prévision des tarifs douaniers américains. Ces gains ont été plus qu'annulés au deuxième trimestre, le PIB réel ayant reculé de 1,6 % en taux annualisé, en raison de l'imposition de droits de douane et de l'intensification des frictions commerciales.

Nous nous attendons à ce que la croissance reste modérée au cours du second semestre de 2025 et à ce qu'une reprise graduelle s'étende jusqu'en 2026, à mesure que les entreprises s'adaptent à l'évolution de l'environnement commercial et que les

exportations commencent à se redresser. Nous supposons que, afin de compenser les effets de contraction des perturbations commerciales et de soutenir la demande intérieure, la Banque du Canada maintiendra son taux directeur à 2,5 % avant de le ramener à son niveau neutre de 2,75 % à la fin de l'année 2026.

Globalement, nous prévoyons une croissance du PIB réel de 1,2 % en 2025 et de 1,3 % en 2026 (tableau 1), contre 1,7 % et 1,5 %, respectivement, dans nos perspectives de mars.

Tableau 1

Sommaire des perspectives économiques, en pourcentage (à moins d'indication contraire)

	2024	2025	2026	2027	2028-2030
Croissance du PIB réel	1,6	1,2	1,3	1,8	1,7
Taux de chômage	6,7	7,2	6,4	6,0	5,7
Prix du pétrole WTI (\$ US)	77	66	61	62	64
Inflation de l'IPC	2,4	1,9	1,6	1,8	1,9
Taux directeur de la Banque du Canada	3,25	2,50	2,75	2,75	2,75

Source :

Statistique Canada et Bureau du directeur parlementaire du budget.

Note :

La période de prévision s'étend de 2025 à 2030. Le taux de chômage et le taux directeur de la Banque du Canada sont des valeurs de fin de période.

Au-delà du court terme, la croissance devrait se renforcer et le PIB réel devrait rebondir pour s'établir à 1,8 % en 2027, grâce à la vigueur des dépenses des ménages et à la reprise des exportations et des investissements des entreprises. Entre 2028 et 2030, nous prévoyons une croissance moyenne de 1,7 %, ce qui est légèrement supérieur à notre estimation de la croissance potentielle de la production (1,6 %) sur la même période. Toutefois, nous estimons que les politiques commerciales et l'incertitude réduiront le niveau du PIB réel de 0,5 % d'ici 2030⁴.

Le marché du travail s'est également affaibli, parallèlement au ralentissement général de l'activité économique. Le taux de chômage a augmenté pour atteindre 7,1 % en août 2025, l'emploi ayant diminué plus fortement que la population active. Nous prévoyons que le taux de chômage restera proche de son niveau actuel pendant le reste

de l'année avant de diminuer progressivement pour atteindre 5,6 % à la fin de l'horizon de projection⁵.

L'inflation⁶ devrait s'établir en moyenne à 1,9 % en 2025, la pression à la hausse exercée par les droits de douane étant compensée par une offre excédentaire et un dollar canadien plus fort, ainsi que par la suppression de la redevance fédérale sur les combustibles. L'inflation des prix à la consommation devrait tomber à 1,6 % en 2026, sous l'effet de la baisse des prix de l'énergie et du ralentissement de l'inflation des prix des logements. À mesure que les effets de prix liés aux droits de douane sont absorbés et que l'écart de production se réduit, l'inflation devrait se stabiliser près de l'objectif de 2 % de la Banque du Canada jusqu'à la fin de l'horizon de projection.

Compte tenu du ralentissement de l'activité réelle et de la baisse des prix, nos prévisions pour le PIB nominal, la mesure la plus large de l'assiette fiscale du gouvernement, ont été revues à la baisse par rapport à nos prévisions de mars. Nous prévoyons que le niveau du PIB nominal sera inférieur de 12,9 milliards de dollars par an, en moyenne, sur la période 2025-2029, principalement en raison de l'effet des droits de douane et des conditions commerciales moins favorables avec les États-Unis.

Perspectives financières

Nos perspectives budgétaires fondées sur le statu quo tiennent compte des nouvelles mesures annoncées depuis l'Énoncé économique de l'automne de 2024 jusqu'au 11 août inclusivement, ainsi que de [l'annonce faite par le gouvernement le 5 septembre](#). Ensemble, ces mesures représentent de nouvelles dépenses (nettes) de 115,1 milliards de dollars de 2024-2025 à 2029-2030⁷.

Nos perspectives comprennent une augmentation de 8,3 milliards de dollars du financement du ministère de la Défense nationale en 2025-2026, augmentation [annoncée](#) le 9 juin dernier, puis de 6,6 milliards de dollars par an, en moyenne, sur une base continue⁸. Les renseignements fournis étant limités, les perspectives ne reflètent pas entièrement l'[engagement](#) pris par le gouvernement dans le cadre de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) de porter les dépenses de défense à 3,5 % du PIB d'ici 2035 et l'engagement de consacrer 1,5 % supplémentaire du PIB aux dépenses essentielles liées à la défense et à la sécurité.

En l'absence de résultats financiers définitifs pour l'exercice écoulé, nous estimons qu'il y a eu un déficit budgétaire de 51,7 milliards de dollars (1,7 % du PIB) en 2024-2025 (tableau 2)⁹. Pour l'exercice budgétaire en cours, 2025-2026, nous prévoyons que le

déficit augmentera fortement pour atteindre 68,5 milliards de dollars (2,2 % du PIB), en raison d'une croissance économique plus faible et de mesures supplémentaires ayant une incidence à la fois sur les recettes et les dépenses.

En supposant qu'aucune nouvelle mesure ne soit introduite et que les mesures temporaires existantes prennent fin comme prévu, le déficit budgétaire devrait descendre légèrement, mais restant proche de 60 milliards de dollars à moyen terme, la croissance des recettes ne dépassant que légèrement celle des dépenses.

Au total, nous nous attendons à ce que le gouvernement perçoive 8,0 milliards de dollars de recettes tarifaires au titre des contre-mesures entre 2024-2025 et 2026-2027, dont la totalité, selon ce qui est supposé, sera reversée aux secteurs concernés¹⁰.

Tableau 2

Résumé des perspectives financières, en milliards de dollars
(à moins d'indication contraire)

	2024-2025	2025-2026	2026-2027	2027-2028	2028-2029	2029-2030	2030-2031
Revenus	502,0	504,2	515,2	535,5	555,6	577,9	602,3
Dépenses de programmes	496,1	513,0	517,0	528,1	544,5	564,1	582,3
Frais de la dette publique	53,6	55,3	61,2	66,8	71,9	76,6	82,4
Pertes actuarielles	4,0	4,4	1,3	2,8	-0,8	-3,1	-3,3
Charges	553,7	572,7	579,5	597,6	615,7	637,5	661,5
Solde budgétaire	-51,7	-68,5	-64,2	-62,1	-60,1	-59,6	-59,2
Dette fédérale	1 281,7	1 350,2	1 414,4	1 476,5	1 536,6	1 596,2	1 655,4
Solde budgétaire, % du PIB	-1,7	-2,2	-2,0	-1,8	-1,7	-1,6	-1,6
Dette fédérale, % du PIB	41,7	42,5	43,3	43,6	43,7	43,7	43,7

Source :

Finances Canada et Bureau du directeur parlementaire du budget.

Note :

La projection de la dette fédérale pour 2024-2025 comprend les 6,2 milliards de dollars de gains de réévaluation nets tirés de la [Revue financière de mars 2025](#)¹¹. La valeur pour l'exercice 2024-2025 est une estimation. La période de prévision couvre les exercices 2025-2026 à 2030-2031. Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

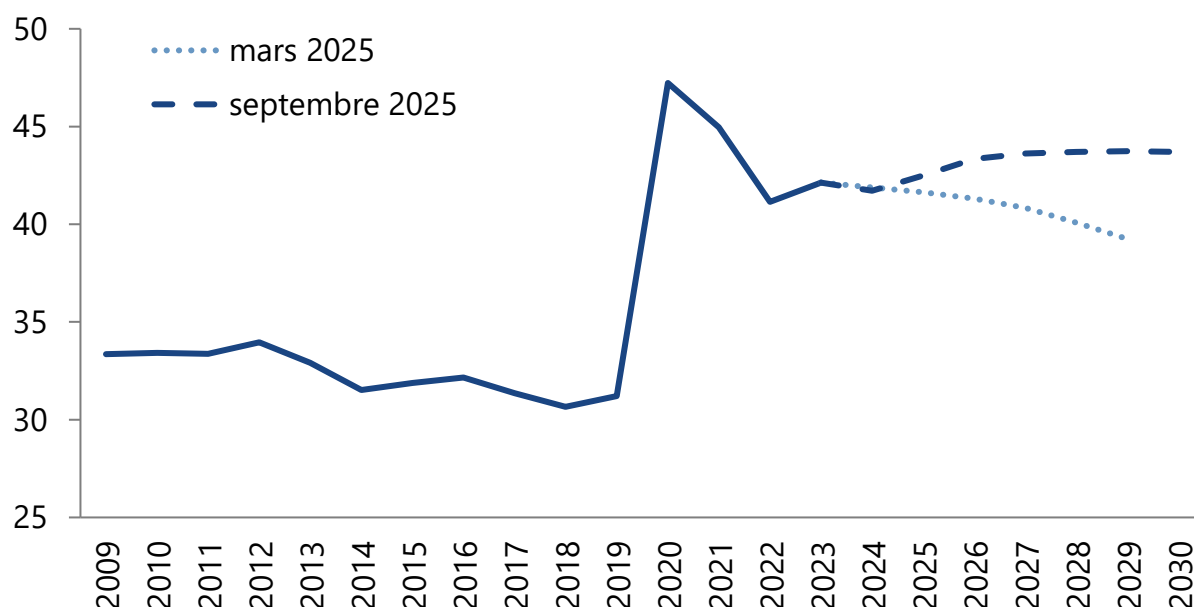
Nous prévoyons que le ratio du service de la dette (c'est-à-dire les charges de la dette publique par rapport aux recettes totales) passera de 10,3 % en 2023-2024 à 10,7 % en

2024-2025. La dette fédérale augmentant plus vite que les recettes, le ratio du service de la dette devrait encore augmenter pour atteindre 13,7 % en 2030-2031, soit bien plus que le niveau de 7,0 % – le plus bas jamais vu – atteint en 2018-2019 avant la pandémie.

En 2024-2025, nous prévoyons que le ratio de la dette fédérale au PIB tombera (temporairement) à 41,7 % (figure 1). En raison de déficits budgétaires persistants de plus de 1 % du PIB, le ratio de la dette fédérale au PIB, estimé à 41,7 % en 2024-2025, devrait s'établir à plus de 43 % à moyen terme. Par rapport à nos perspectives de mars, le ratio de la dette fédérale au PIB est supérieur de 4,5 points de pourcentage en 2029-2030 et ne devrait plus être sur une trajectoire descendante à moyen terme.

Figure 1

Ratio de la dette fédérale au PIB, en pourcentage



Source :

Finances Canada, Statistique Canada et Bureau du directeur parlementaire du budget.

Note :

Les données sont présentées par exercice financier (2024 correspond à l'exercice 2024-2025). La valeur pour l'exercice 2024-2025 est une estimation. La période de prévision couvre les exercices 2025-2026 à 2030-2031. Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Par rapport à nos perspectives de mars, nous prévoyons des déficits budgétaires supérieurs de 26,6 milliards de dollars, en moyenne, entre 2024-2025 et 2029-2030. Cette révision à la hausse est largement due aux nouvelles mesures annoncées par le gouvernement qui réduisent les recettes prévues et augmentent les dépenses du programme (tableau 3)¹².

Tableau 3

Évolution du solde budgétaire, en milliards de dollars

	2024-2025	2025-2026	2026-2027	2027-2028	2028-2029	2029-2030
Solde budgétaire – PEF mars 2025	-50,1	-42,0	-31,8	-31,4	-27,0	-24,6
Nouvelles mesures	-2,8	-26,9	-20,6	-21,3	-21,6	-21,9
Autres développements économiques et financiers	1,2	0,4	-11,8	-9,4	-11,5	-13,1
Solde budgétaire – PEF de septembre 2025	-51,7	-68,5	-64,2	-62,1	-60,1	-59,6

Source :

Bureau du directeur parlementaire du budget.

Note :

Les mesures supplémentaires comprennent celles annoncées depuis l'Énoncé économique de l'automne de 2024. La valeur pour l'exercice 2024-2025 est une estimation. La période de prévision couvre les exercices 2025-2026 à 2029-2030. Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Risques et incertitude

Nos perspectives fournissent une projection de référence pour aider les parlementaires à évaluer les résultats économiques et financiers possibles dans le cadre des politiques actuelles (c'est-à-dire, selon une base de référence du « statu quo »). Si l'on fait abstraction des nouvelles mesures qui seront probablement annoncées dans le prochain budget du gouvernement et si l'on exclut les risques liés à l'imposition éventuelle des droits de douane et des mesures de rétorsion dont les États-Unis laissent planer la menace, nous estimons que les risques qui pèsent sur nos perspectives économiques et budgétaires sont à peu près équilibrés.

Principal risque de baisse : Incertitude commerciale prolongée

L'incertitude commerciale accrue pourrait retarder la reprise des investissements des entreprises et des exportations. Si les conditions commerciales ne s'améliorent pas, l'activité économique pourrait ralentir plus que prévu, entraînant une croissance plus faible de l'emploi, une baisse de la demande globale et des déficits budgétaires et une dette fédérale plus élevés que prévu.

Principal risque de hausse : Une demande intérieure plus forte

Si les taux d'intérêt sont encore réduits ou si la croissance démographique est plus forte que prévu, la consommation des ménages et l'investissement résidentiel pourraient être plus importants que prévu, ce qui se traduirait par des déficits budgétaires et une dette fédérale inférieurs aux prévisions.

Annexe A : Perspectives économiques détaillées

% sauf indication contraire	Réel	Prévision					
	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Croissance du PIB réel							
septembre 2025	1,6	1,2	1,3	1,8	1,8	1,7	1,7
mars 2025	1,3	1,7	1,5	1,7	1,9	1,9	
Croissance du PIB potentiel							
septembre 2025	3,0	1,9	0,8	0,8	1,4	1,7	1,8
mars 2025	3,0	1,8	0,9	1,0	1,6	1,8	
Inflation du PIB							
septembre 2025	3,1	2,2	1,4	1,9	2,1	2,0	2,0
mars 2025	3,0	2,2	1,7	1,9	1,9	2,0	
Croissance du PIB nominal							
septembre 2025	4,7	3,4	2,7	3,7	3,9	3,8	3,8
mars 2025	4,3	3,9	3,2	3,5	3,8	3,9	
PIB nominal (milliard de \$)							
Septembre 2025	3 072	3 178	3 263	3 385	3 516	3 649	3 787
mars 2025	3 061	3 181	3 282	3 398	3 529	3 667	
Taux des bons du Trésor à 3 mois							
septembre 2025	3,4	2,5	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7
mars 2025	3,4	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	
Taux des obligations du gouvernement à 10 ans							
septembre 2025	3,3	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5
mars 2025	3,3	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	
Taux de change (cents US / \$ CAN)							
septembre 2025	73,0	71,9	73,6	75,4	76,7	77,4	77,8
mars 2025	73,0	71,4	74,3	77,2	79,1	80,0	
Taux de chômage							
septembre 2025	6,7	7,2	6,4	6,0	5,8	5,7	5,6
mars 2025	6,7	6,3	5,9	5,7	5,6	5,5	
Inflation de l'IPC							
septembre 2025	2,4	1,9	1,6	1,8	1,9	1,9	2,0
mars 2025	2,4	2,3	1,9	1,8	1,8	1,9	
Croissance du PIB réel américain							
septembre 2025	2,8	1,7	1,6	2,0	1,9	1,8	1,8
mars 2025	2,8	2,4	2,0	1,9	1,8	1,8	

Prix du pétrole WTI (\$ US)							
septembre 2025	77	66	61	62	63	64	66
mars 2025	77	71	69	70	72	73	

Source :

Statistique Canada et Bureau du directeur parlementaire du budget.

Note :

Le taux de chômage et les taux d'intérêt (le taux des bons du Trésor à 3 mois et le taux des obligations du gouvernement à 10 ans) sont des valeurs de fin de période.

Annexe B : Composition du PIB nominal

% du PIB	Réel	Prévision					
	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Parts des dépenses							
Dépenses de consommation finale des ménages	53,9	54,6	54,7	55,0	55,2	55,5	55,7
Dépenses des institutions sans but lucratif au service des ménages	1,6	1,6	1,7	1,7	1,7	1,7	1,8
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	21,7	22,2	22,1	21,8	21,6	21,5	21,3
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	4,0	4,0	4,0	4,0	4,0	3,9	3,9
Investissements résidentiels	7,6	7,7	7,8	7,6	7,7	7,9	8,0
Formation brute de capital fixe non résidentiel des entreprises	10,9	10,8	10,7	11,1	11,4	11,7	12,0
Investissements en stocks	0,6	0,7	0,3	0,4	0,5	0,4	0,2
Exportations de biens et services	32,4	31,1	30,8	31,1	31,2	31,2	31,1
Importations de biens et services	32,7	32,8	32,1	32,6	33,3	33,8	33,9
Parts des revenus							
Rémunération des salariés	50,9	50,9	50,6	50,7	51,1	51,2	51,3
Revenu mixte net	9,2	9,4	9,2	9,0	8,9	8,9	8,9
Bénéfices des sociétés avant impôts	10,3	10,2	11,1	11,3	11,0	10,7	10,3
Revenu des investissements	2,8	2,8	2,5	2,5	2,5	2,6	2,6
Consommation de capital fixe	16,6	16,6	16,4	16,2	16,2	16,3	16,5
Impôts moins les subventions sur la production	3,5	3,7	3,9	3,9	3,9	3,9	4,0
Impôts moins les subventions sur les produits et les importations	6,7	6,5	6,3	6,3	6,4	6,4	6,5

Source :

Statistique Canada et Bureau du directeur parlementaire du budget.

Annexe C : Perspectives de revenus détaillées

En milliards de \$	Estimation	Prévision					
	2024-2025	2025-2026	2026-2027	2027-2028	2028-2029	2029-2030	2030-2031
Impôts sur le revenu							
Impôt sur le revenu des particuliers	231,0	234,3	241,5	253,9	264,3	276,5	288,7
Impôt sur le revenu des sociétés	93,7	89,9	90,0	93,1	95,1	97,1	100,1
Impôt sur le revenu des non-résidents	14,2	14,2	14,4	14,5	14,8	15,0	15,2
Total	338,9	338,4	345,8	361,5	374,3	388,6	404,0
Taxes et droits d'accise							
Taxe sur les produits et services	53,7	56,5	56,8	58,7	60,5	62,7	65,3
Droits de douane à l'importation	6,2	12,5	8,2	6,7	7,2	7,6	7,9
Autres taxes et droits d'accise	12,7	13,3	13,4	13,4	13,4	13,4	13,5
Total	72,6	82,3	78,3	78,8	81,1	83,7	86,7
Autres revenus fiscaux	0,0	0,0	2,7	1,9	2,1	2,1	2,1
Produits issus de la tarification de la pollution à retourner aux Canadiens et aux Canadiennes	13,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations d'assurance-emploi	31,0	31,7	32,5	33,4	34,9	36,4	37,8
Autres revenus							
Sociétés d'État entreprises	7,0	14,9	17,9	20,7	23,3	25,5	28,2
Autres programmes	33,4	30,4	32,1	33,4	34,2	35,6	37,3
Revenu net des opérations de change et du rendement des investissements	6,0	6,5	5,9	5,8	5,8	6,0	6,2
Total	46,5	51,8	55,8	59,9	63,2	67,1	71,8
Total des revenus budgétaires	502,0	504,2	515,2	535,5	555,6	577,9	602,3
Pourcentage du PIB							
Total – revenus fiscaux	13,4	13,2	13,1	13,1	13,0	13,0	13,0
Produits issus de la tarification de la pollution retournés aux Canadiens et aux Canadiennes	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenus tirés des cotisations d'assurance-emploi	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
Autres revenus	1,5	1,6	1,7	1,8	1,8	1,8	1,9
Total – revenus budgétaires	16,3	15,9	15,8	15,8	15,8	15,8	15,9

Source :

Finances Canada et Bureau du directeur parlementaire du budget.

Note :

Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Annexe D : Perspectives détaillées des dépenses

En milliards de \$	Estimation	Prévision					
	2024-2025	2025-2026	2026-2027	2027-2028	2028-2029	2029-2030	2030-2031
Principaux transferts aux personnes							
Prestations aux aînés	80,7	85,1	89,3	93,7	98,4	103,2	107,9
Prestations d'assurance-emploi	25,3	31,3	31,7	30,2	30,6	31,4	32,3
Soutien au revenu pour les travailleurs touchés par la COVID-19	-2,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Allocation canadienne pour enfants	28,6	30,2	30,5	30,6	30,9	31,2	31,6
Total	132,5	146,7	151,5	154,6	159,8	165,8	171,8
Principaux transferts aux provinces, aux territoires et aux municipalités							
Transfert canadien en matière de santé	52,1	54,7	57,4	60,3	62,4	64,7	67,2
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	16,9	17,4	17,9	18,5	19,0	19,6	20,2
Péréquation	25,3	26,2	27,1	28,0	29,0	30,1	31,2
Formule de financement des territoires	5,2	5,5	5,7	6,0	6,3	6,6	6,9
Accords sur la santé avec les provinces et les territoires	4,3	4,3	4,3	3,1	2,5	2,5	2,5
Système pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants	6,6	7,9	7,9	8,0	8,2	8,4	8,7
Fonds pour le développement des collectivités du Canada	2,4	2,5	2,5	2,6	2,6	2,7	2,7
Autres transferts aux gouvernements	-7,2	-6,8	-7,0	-7,4	-7,7	-8,1	-8,5
Total	105,5	111,7	115,9	119,0	122,2	126,5	130,9
Produits issus de la tarification de la pollution retournés aux Canadiens et aux Canadiennes	14,9	3,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Charges de programmes directes							
Autres paiements de transfert	107,4	107,7	107,9	111,2	115,8	120,0	121,4
Charges de fonctionnement	135,8	143,2	141,6	143,2	146,7	151,8	158,3
Total	243,2	250,8	249,6	254,5	262,5	271,8	279,6
Total des charges de programmes	496,1	513,0	517,0	528,1	544,5	564,1	582,3
Frais de la dette publique	53,6	55,3	61,2	66,8	71,9	76,6	82,4
Total des charges, excluant les pertes actuarielles nettes	549,7	568,3	578,2	594,9	616,4	640,6	664,7
Pertes actuarielles nettes	4,0	4,4	1,3	2,8	-0,8	-3,1	-3,3
Pourcentage du PIB							
Principaux transferts aux particuliers	4,3	4,6	4,6	4,6	4,5	4,5	4,5
Principaux transferts aux provinces, aux territoires et aux municipalités	3,4	3,5	3,6	3,5	3,5	3,5	3,5
Produits issus de la tarification de la pollution retournés aux Canadiens et aux Canadiennes	0,5	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Charges de programmes directes	7,9	7,9	7,6	7,5	7,5	7,4	7,4
Total des charges de programmes	16,1	16,1	15,8	15,6	15,5	15,5	15,4

Source :

Finances Canada et Bureau du directeur parlementaire du budget.

Note :

Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Annexe E : Compte des opérations de l'assurance-emploi

En milliards de \$	Estimation	Prévision					
	2024-2025	2025-2026	2026-2027	2027-2028	2028-2029	2029-2030	2030-2031
Revenus							
Cotisations d'assurance-emploi	31,0	31,7	32,5	33,4	34,9	36,4	37,8
Cotisations des employés fédéraux	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7
Total	31,6	32,4	33,2	34,1	35,6	37,1	38,5
Dépenses							
Prestations	25,3	31,3	31,7	30,2	30,6	31,4	32,3
Frais d'administration et autres charges du programme	3,0	3,4	3,4	3,3	2,8	2,8	2,8
Total	28,2	34,7	35,1	33,5	33,4	34,1	35,1

	2024	2025	2026	2027	2028	(...)	2032	2033
Solde annuel	4,0	-0,6	-2,3	0,0	2,0		4,1	4,3
Solde cumulatif	-16,9	-17,5	-19,8	-19,7	-17,7		-3,4	0,9
Taux de cotisation (par tranche de 100 \$ de rémunération assurables)	1,66	1,64	1,63	1,60	1,60		1,60	1,60

Source :

Finances Canada et Bureau du directeur parlementaire du budget.

Note :

Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué. La période de prévision s'étend de 2025 à 2033.

Annexe F : Charges de programmes directes

En milliards de \$	Estimation	Prévision					
	2024-2025	2025-2026	2026-2027	2027-2028	2028-2029	2029-2030	2030-2031
Autres paiements de transfert	107,4	107,7	107,9	111,2	115,8	120,0	121,4
Dépenses de fonctionnement							
Dépenses en personnel	71,4	74,0	74,0	75,0	76,9	79,4	82,8
Sociétés d'État consolidées	8,8	9,2	8,2	8,2	8,4	8,7	9,0
Autres dépenses de fonctionnement	48,9	52,9	51,6	51,0	51,3	52,7	54,2
Total	129,2	136,1	133,8	134,2	136,6	140,8	146,0
Charges d'amortissement des immobilisations	6,6	7,1	7,8	9,0	10,1	11,1	12,3
Dépenses de fonctionnement et d'immobilisations	135,8	143,2	141,6	143,2	146,7	151,8	158,3
Total des charges de programmes directes	243,2	250,8	249,6	254,5	262,5	271,8	279,6

Source :

Finances Canada et Bureau du directeur parlementaire du budget.

Note :

Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Annexe G : Perspectives de la dette fédérale

En milliards de \$ sauf indication contraire	Estimation	Prévision					
	2024-2025	2025-2026	2026-2027	2027-2028	2028-2029	2029-2030	2030-2031
Dettes portant intérêt							
Dettes contractées sur les marchés*	1 478,0	1 631,2	1 776,7	1 923,3	2 069,3	2 209,2	2 347,0
Régimes de retraite et autres avantages futurs	350,0	367,1	371,1	375,3	378,6	380,4	381,8
Autres passifs	5,3	5,8	6,4	6,9	7,4	7,9	8,4
Total	1 833,3	2 004,2	2 154,2	2 305,5	2 455,3	2 597,5	2 737,2
Créditeurs et charges à payer	265,5	270,8	270,3	272,6	276,3	281,2	286,0
Comptes d'opérations de change passif	47,4	46,9	46,5	46,7	46,7	46,6	46,7
Dérivés	5,6	5,0	5,2	5,1	5,1	5,1	5,1
Total des passifs	2 151,8	2 327,0	2 476,2	2 629,8	2 783,4	2 930,5	3 074,9
Actifs financiers	742,5	834,6	902,5	976,0	1 052,8	1 120,1	1 185,8
Actifs non financiers	127,6	142,2	159,3	177,3	194,0	214,2	233,8
Total des actifs	870,1	976,8	1 061,8	1 153,3	1 246,8	1 334,3	1 419,5
Dettes fédérales (obligations moins actifs)	1 281,7	1 350,2	1 414,4	1 476,5	1 536,6	1 596,2	1 655,4
Dettes fédérales (% du PIB)	41,7	42,5	43,3	43,6	43,7	43,7	43,7
Dettes contractées sur les marchés : sociétés d'État mandataires*	366,7	398,0	428,9	447,6	472,0	502,3	534,6
Besoins d'emprunt, de la Loi autorisant certains emprunts	1 844,7	2 029,3	2 205,7	2 370,9	2 541,3	2 711,5	2 881,6

Source :

Finances Canada et Bureau du directeur parlementaire du budget.

Note :

* Les exigences d'emprunt en vertu de la *Loi autorisant certains emprunts* concernent la somme de la dette contractée sur les marchés par le gouvernement du Canada et les sociétés d'État mandataires. Présentement, le montant maximal que le ministre des Finances est autorisé à emprunter est de 2 126 milliards de dollars. D'après nos perspectives actuelles, nous prévoyons que les besoins d'emprunt du gouvernement commenceront à dépasser le montant maximal en 2026-2027, ce qui pourrait nécessiter de modifier le montant maximal d'emprunt et de fournir une évaluation au Parlement conformément à la Loi autorisant certains emprunts.

Les besoins d'emprunt prévus pour les sociétés d'État mandataires restent inchangés par rapport à nos perspectives de mars, étant donné que les sociétés d'État n'ont pas encore publié de nouveaux plans d'entreprise. Ce montant peut différer légèrement de ce qui est déclaré dans les Comptes publics, qui comprennent un rajustement pour le coût amorti. Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Annexe H : Comparaison avec les perspectives de mars 2025

En milliards de \$	Estimation	Prévision				
	2024-2025	2025-2026	2026-2027	2027-2028	2028-2029	2029-2030
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	-1,2	-8,7	-9,3	-9,0	-10,1	-9,8
Impôt sur le revenu des sociétés	4,9	1,8	-1,4	-3,1	-1,6	-1,6
Impôt sur le revenu des non-résidents	0,7	0,4	0,5	0,4	0,4	0,2
Total	4,4	-6,5	-10,3	-11,7	-11,3	-11,3
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	1,6	0,9	-0,2	-0,3	-0,8	-1,2
Droits de douane à l'importation	0,1	5,6	0,9	-0,8	-0,8	-0,8
Autres taxes et droits d'accise	-0,2	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
Total	1,4	6,5	0,7	-1,1	-1,5	-1,9
Autres revenus fiscaux	-2,6	-1,4	-1,3	-1,3	-1,3	-1,3
Produits issus de la tarification de la pollution à retourner aux Canadiens et aux Canadiennes	0,0	-15,2	-17,2	-19,3	-21,1	-22,9
Cotisations d'assurance-emploi	-0,3	0,1	0,9	1,0	1,1	1,2
Autres revenus	-0,1	-0,1	0,1	0,4	0,7	0,2
Total des revenus budgétaires	2,9	-16,6	-27,1	-32,1	-33,5	-36,0
Principaux transferts aux personnes						
Prestations aux aînés	0,0	-0,2	-0,5	-0,6	-0,6	-0,6
Prestations d'assurance-emploi	-0,7	3,0	2,2	0,6	0,6	0,6
Soutien au revenu lié à la COVID-19 pour les travailleurs	-1,2	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Allocation canadienne pour enfants	0,1	0,6	0,3	0,2	0,1	0,0
Total	-1,8	3,6	2,0	0,3	0,1	0,0
Principaux transferts aux provinces, aux territoires et aux municipalités						
Transfert canadien en matière de santé	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,0
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Péréquation	0,0	0,0	0,0	-0,1	-0,1	-0,1
Formule de financement des territoires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts aux gouvernements	0,0	0,9	1,1	1,2	1,5	1,8
Total	0,0	0,9	1,0	1,1	1,3	1,6
Produits issus de la tarification de la pollution retournés aux Canadiens et aux Canadiennes	0,0	-11,5	-17,7	-19,7	-21,4	-23,2

Charges de programmes directes						
Autres paiements de transfert	6,0	6,9	6,8	2,5	1,8	1,9
Dépenses de fonctionnement et d'immobilisations	0,5	9,2	11,0	9,6	10,9	11,6
Total	6,5	16,1	17,7	12,0	12,6	13,5
Total des charges de programmes	4,8	9,0	3,1	-6,3	-7,4	-8,0
Frais de la dette publique	-0,2	0,8	1,9	4,0	5,6	7,0
Total des charges	4,5	9,8	5,0	-2,3	-1,8	-1,0
Solde budgétaire avant les pertes actuarielles nettes	-1,6	-26,3	-32,1	-29,8	-31,7	-35,0
Pertes actuarielles nettes	0,0	0,2	0,4	0,9	1,4	0,0
Solde budgétaire	-1,6	-26,5	-32,5	-30,7	-33,1	-35,0
Dette fédérale	-0,7	25,8	58,3	89,0	122,0	157,0

Source :

Finances Canada et Bureau du directeur parlementaire du budget.

Note :

Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Annexe I : Comparaison avec l'Énoncé économique de l'automne de 2024

En milliards de \$	Estimation	Prévision				
	2024-2025	2025-2026	2026-2027	2027-2028	2028-2029	2029-2030
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	-1,5	-4,0	-3,4	-3,2	-4,6	-2,9
Impôt sur le revenu des sociétés	6,9	4,3	4,4	2,5	4,4	2,1
Impôt sur le revenu des non-résidents	0,7	0,4	0,5	0,5	0,6	0,7
Total	6,1	0,8	1,4	-0,2	0,3	-0,1
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	1,8	1,4	-0,2	-0,3	-0,5	-0,7
Droits de douane à l'importation	0,0	0,7	0,3	0,1	0,2	0,2
Autres taxes et droits d'accise	-0,2	0,1	0,1	0,1	0,0	-0,1
Total	1,6	2,1	0,1	-0,1	-0,4	-0,6
Autres revenus fiscaux	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2
Produits issus de la tarification de la pollution à retourner aux Canadiens et aux Canadiennes	0,2	0,4	0,7	1,0	1,1	1,2
Cotisations d'assurance-emploi	0,1	0,1	-0,1	-0,2	0,0	-0,3
Autres revenus	0,7	1,6	1,6	2,2	1,1	0,2
Total des revenus budgétaires	8,8	5,2	4,1	3,1	2,5	0,5
Principaux transferts aux personnes						
Prestations aux aînés	-0,2	-0,4	-0,8	-0,9	-1,1	-1,2
Prestations d'assurance-emploi	-2,5	-0,2	1,4	0,0	-0,6	-0,8
Soutien au revenu lié à la COVID-19 pour les travailleurs	-1,8	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Allocation canadienne pour enfants	0,4	0,6	-0,1	-1,1	-1,8	-2,6
Total	-4,1	0,1	0,5	-2,0	-3,5	-4,6
Principaux transferts aux provinces, aux territoires et aux municipalités						
Transfert canadien en matière de santé	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,4	-0,6
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Péréquation	0,0	0,0	-0,1	-0,3	-0,5	-0,6
Formule de financement des territoires	0,0	0,0	0,0	0,1	0,2	0,4
Autres transferts aux gouvernements	0,3	0,9	1,0	1,0	1,0	1,0
Total	0,3	1,0	1,0	0,8	0,3	0,3
Produits issus de la tarification de la pollution retournés aux Canadiens et aux Canadiennes	0,2	0,4	0,7	1,0	1,1	1,5

Charges de programmes directes						
Autres paiements de transfert	7,5	1,9	5,2	0,4	0,0	-0,1
Dépenses de fonctionnement et d'immobilisations	6,2	5,6	7,2	7,4	8,6	10,2
Total	13,7	7,5	12,4	7,8	8,5	10,1
Total des charges de programmes	10,2	8,9	14,6	7,7	6,4	7,2
Frais de la dette publique	-0,8	-0,2	1,6	2,1	2,2	3,0
Total des charges	9,3	8,7	16,1	9,8	8,7	10,2
Solde budgétaire avant les pertes actuarielles nettes	-0,5	-3,5	-12,0	-6,7	-6,2	-9,8
Pertes actuarielles nettes	0,0	0,6	0,2	1,0	1,1	0,9
Solde budgétaire	-0,4	-4,0	-12,2	-7,7	-7,3	-10,5
Dette fédérale	0,2	2,6	16,2	25,9	36,0	50,0

Source :

Finances Canada et Bureau du directeur parlementaire du budget.

Note :

Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué. La comparaison exclut les nouvelles annonces faites depuis nos perspectives de mars 2025 et les recettes tarifaires au titre des contre-mesures.

Notes

¹ Sur la base de la comptabilité d'exercice, l'incidence financière de l'engagement de 3,5 % du gouvernement vis-à-vis de l'OTAN dépendrait du type de dépenses. Par exemple, les dépenses en espèces pour l'acquisition ou l'amélioration des biens d'équipement de défense seraient progressivement passées en charges sur leur durée de vie utile une fois que les biens sont mis en service. Par conséquent, leur incidence financière (sur la base de la comptabilité d'exercice) dépendrait des dépenses en espèces nécessaires pour concevoir, construire, acquérir ou améliorer les actifs, de leur durée de vie utile et de la date à laquelle les actifs seraient mis en service.

En outre, on ne sait pas dans quelle mesure l'engagement du gouvernement de consacrer 1,5 % de ses dépenses pour l'OTAN aux dépenses essentielles liées à la défense et à la sécurité serait progressif, si tant est qu'il le soit.

Le DPB prépare un rapport distinct (publié ultérieurement) où seront projetées des dépenses de défense et d'autres dépenses liées à la sécurité suffisantes pour respecter l'engagement du gouvernement vis-à-vis de l'OTAN d'ici 2035.

² Dans le cadre de l'examen exhaustif des dépenses, la plupart des ministères ont été chargés d'élaborer des propositions d'économies équivalant à 7,5 % en 2026-2027, 10 % en 2027-2028 et 15 % en 2028-2029 (permanent par la suite) par rapport à leur assiette de dépenses de 2025-2026 dans le Budget principal des dépenses. Dans le cas du ministère de la Défense nationale, de la Gendarmerie royale du Canada et de l'Agence des services frontaliers du Canada, les objectifs d'économies étaient de 2 % par an. Certaines entités ont été exemptées, soit les agents du Parlement, le Service administratif des tribunaux judiciaires, le Bureau du greffier de la Cour suprême du Canada et les organismes à recouvrement de coûts.

³ Cette hypothèse repose sur l'idée que le Canada et les États-Unis concluront probablement un nouvel accord commercial en 2026. Même si un accord est conclu, nos prévisions supposent que les conditions commerciales entre le Canada et les États-Unis (ainsi qu'au niveau mondial) resteront moins favorables que par le passé, ce qui réduira les exportations nettes du Canada au cours de la période de prévisions.

⁴ Notre projection inclut également la suppression de la redevance fédérale sur les combustibles, sur la base des [répercussions économiques](#) fournies par Environnement et Changement climatique Canada.

⁵ Nos prévisions concernant le taux de chômage reflètent à la fois la reprise attendue de la demande de main-d'œuvre et le ralentissement de l'expansion de l'offre de main-d'œuvre, le taux de participation diminuant à mesure que le vieillissement de la population et les politiques d'immigration du gouvernement limitent la croissance de la population.

⁶ Mesurée en fonction des variations annuelles de l'indice des prix à la consommation (IPC).

⁷ Les mesures annoncées depuis l'Énoncé économique de l'automne de 2024 et jusqu'au 11 août 2025 inclusivement concernent principalement les recettes fiscales (comme la [réduction du taux le plus bas de l'impôt fédéral sur le revenu des particuliers à 14 %](#)) ainsi que l'[annonce faite](#) par le gouvernement, le 9 juin 2025, de sa décision d'augmenter les dépenses de défense en 2025-2026. Au total, nous estimons que ces annonces ajouteront 105,9 milliards de dollars aux déficits budgétaires prévus entre 2024-2025 et 2029-2030.

L'annonce du 5 septembre 2025 ajoute 9,2 milliards de dollars supplémentaires entre 2025-2026 et 2029-2030. Cela dit, le profil exact des dépenses annoncées n'est pas connu. En l'absence de renseignements supplémentaires, on a formulé des hypothèses simplifiées concernant leur profil annuel.

⁸ Le 9 juin 2025, le gouvernement a annoncé des dépenses de défense de 8,3 milliards de dollars pour 2025-2026, dont 6,2 milliards de dollars pour les dépenses de fonctionnement et d'investissement, et le reste sous forme de paiements de transfert pour l'aide militaire à l'Ukraine et pour l'élargissement des partenariats de défense. Nous avons supposé que les dépenses de fonctionnement et d'investissement annoncées augmenteront au même rythme que l'inflation, ce qui ajoutera 26,0 milliards de dollars au déficit budgétaire entre 2026-2027 et 2029-2030.

⁹ Notre estimation du déficit budgétaire en 2024-2025 est inférieure de 5,7 milliards de dollars par rapport à notre [Revue économique et financière](#) de juin. Cette révision reflète l'[annulation de la taxe sur les services numériques](#) annoncée le 29 juin dernier et des passifs éventuels plus élevés que prévu suite à la publication, le 17 juin, de l'état des

résultats prospectif du ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord.

¹⁰ Depuis le mois de mars de cette année, le gouvernement a [annoncé](#) diverses mesures pour soutenir les industries touchées.

¹¹ Conforme aux nouvelles normes comptables relatives aux instruments financiers qui sont entrées en vigueur en 2022-2023. Pour plus de détails, veuillez-vous reporter à la note 3 du [Rapport financier annuel du gouvernement du Canada Exercice 2022-2023](#).

¹² Les révisions dues à d'autres évolutions économiques et budgétaires augmentent les déficits budgétaires projetés de 7,4 milliards de dollars par an, en moyenne. Ces révisions reflètent en grande partie l'augmentation de l'[amortissement des immobilisations](#) et des [dépenses de personnel](#), ainsi que l'augmentation des autres paiements de transfert basés sur les plans ministériels pour 2025-2026. En revanche, en raison de la vigueur des recettes de l'impôt sur le revenu des sociétés (IRS) signalées dans [la revue financière de mars 2025](#) de Finances Canada, les rendements de l'IRS ont été revus à la hausse, ce qui compense en partie l'incidence de la baisse du PIB nominal projeté.

RP-2526-012-S_f

T_RP_3.1.1f

© Bureau du directeur parlementaire du budget, Ottawa, Canada, 2025